

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décret n° 46-290 du 25 février 1946 relatif à la titularisation de certains professeurs d'éducation physique.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances,
Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Décède :

Art. 1^{er}. — Par dérogation aux dispositions du décret du 31 juillet 1933 relatif au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique, les professeurs d'éducation physique du cadre de la ville de Paris en fonctions depuis le 1^{er} janvier 1941 à Paris dans les écoles d'enseignement technique de l'Etat pourront être titularisés dans l'emploi qu'ils occupent, s'ils font l'objet d'une proposition favorable de leurs chefs hiérarchiques.

Art. 2. — Les intéressés, ainsi que les professeurs d'éducation physique de la ville de Paris, titulaires du degré supérieur du certificat d'aptitude à l'enseignement de la gymnastique, titularisés antérieurement au présent décret, seront reclassés à compter de leur titularisation et sans ancienneté de classe, dans la classe de leur nouvel emploi comportant un traitement égal ou à défaut immédiatement supérieur à celui attaché à leur grade et classe dans les cadres de la ville de Paris.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre de l'éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 février 1946.

FÉLIX COUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le ministre de l'éducation nationale,

M.-E. NARQUELLEN.

Le ministre des finances,
A. PHILIP.

Décret du 25 février 1946 portant classement d'office parmi les monuments historiques.

Par décret en date du 25 février 1946, le château de Chévenon (Nièvre) est classé parmi les monuments historiques.

Conseil de perfectionnement de l'Institut d'études politiques de l'université de Paris.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 45-2285 du 9 octobre 1945 sur les instituts d'études politiques (art. 8 et 9) et le décret n° 45-2286 du 9 octobre 1945 portant création de l'Institut d'études politiques de l'université de Paris (art. 2),

Arrête :

Art. 1^{er}. — Sont nommés membres du conseil de perfectionnement de l'Institut d'études politiques de l'université de Paris :

M. G. Roussy, recteur de l'académie de Paris, président,

M. L. Julliot de La Morandière, doyen de la faculté de droit de Paris.

M. J. Cholley, doyen de la faculté des lettres de Paris.

M. H. Bourdeau de Fontenay, directeur de l'école nationale d'administration.

M. J. Hasdevant, professeur à la faculté de droit de Paris.

M. G. Pirou, professeur à la faculté de droit de Paris.

M. P. Renouvin, professeur à la faculté des lettres de Paris.

M. E. Vermeil, professeur à la faculté des lettres de Paris.

M. J.-J. Chevallier, professeur à la faculté de droit de Paris.

M. Segalat, maître des requêtes au conseil d'Etat.

M. A. Le Leap, inspecteur des contributions directes :

M. A. Siegfried, professeur au Collège de France.

M. W. Baumgartner, président directeur général du Crédit national.

M. E. Lohé, vice-président du Crédit industriel et commercial.

M. Léon Noël, ambassadeur de France.

M. Mario Roques, professeur au Collège de France.

M. Vernier-Palliez, chef du service social de la région nationale Renault.

Art. 2. — Le recteur de l'académie de Paris, président du conseil de perfectionnement de l'Institut d'études politiques de l'université de Paris, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris le 15 février 1946.

M.-E. NARQUELLEN.

Conseil de perfectionnement de l'Institut d'études politiques de l'université de Strasbourg.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 45-2285 du 9 octobre 1945 sur les instituts d'études politiques (art. 8 et 9) et le décret n° 45-2286 du 9 octobre 1945 portant création de l'Institut d'études politiques de l'université de Strasbourg,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Sont nommés membres du conseil de perfectionnement de l'Institut d'études politiques de l'université de Strasbourg :

M. M. Prolot, recteur de l'académie de Strasbourg, président.

M. R. Redtsch, doyen de la faculté de droit et des sciences politiques.

M. A. Hoepffner, doyen de la faculté des lettres de Strasbourg.

M. R. Bourdeau de Fontenay, directeur de l'école nationale d'administration.

M. Ch. Eisenmann, professeur à la faculté de droit et des sciences politiques de Strasbourg.

M. J. Gaudemet, professeur à la faculté de droit et des sciences politiques de Strasbourg.

M. H. Baullig, professeur à la faculté des lettres de Strasbourg.

M. A. Koszul, professeur à la faculté des lettres de Strasbourg.

M. A. Pieltre, professeur à la faculté de droit et des sciences politiques de Strasbourg.

M. Bessicque, chargé de mission au commissariat de la République de Strasbourg.

M. M. Savariot, professeur au collège moderne de garçons de Strasbourg.

M. Marc Luchius, président de l'union des groupements :

M. E. Journaud, directeur de l'agence de Strasbourg de la B. N. C. I.

M. J.-A. Jaeger, vice-président des amis de l'université de Strasbourg, directeur de l'Institut d'études européennes.

M. J. Naudry, licencié de la faculté des lettres de Strasbourg.

Art. 2. — Le recteur de l'académie de Strasbourg, président du conseil de perfectionnement de l'Institut d'études politiques de l'université de Strasbourg, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris le 15 février 1946.

M.-E. NARQUELLEN.

Administration générale.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'article 14 du décret du 15 février 1930, modifié par le décret du 12 août 1931 ;

Vu l'arrêté du 21 août 1935 mettant l'intéressé en disponibilité pour convenances personnelles ;

Sur la proposition du directeur de l'administration générale,

Arrête :

Art. 1^{er}. — M. Brunel (Léon), rédacteur stagiaire à l'administration centrale, placé dans la position de disponibilité pour un an à compter du 10 juin 1945, est réintégré, sur sa demande, à l'administration centrale (service de l'équipement scolaire et sportif).

Art. 2. — Le directeur de l'administration générale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui aura effet à compter du 7 janvier 1946.

Fait à Paris, le 18 février 1946.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
JEAN WOLFF.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'article 7 (alinéa 1^{er}) de l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes et notamment celle du 12 octobre 1945, par l'effet de laquelle sont provisoirement maintenus en vigueur jusqu'à la réorganisation du centre national de la recherche scientifique les actes relatifs à cet établissement intervenus depuis le 10 juin 1945 ;

Vu l'article 11 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 sur la réorganisation du centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 23 mars 1946 maintenu provisoirement en application, et notamment son article 8 ;

Vu le décret du 1 février 1946 nommant le directeur du centre national de la recherche scientifique,

Arrête :

Art. 1^{er}. — M. Peres (Joseph), membre de l'Institut et professeur à la faculté des sciences de l'université de Paris, est nommé directeur adjoint du centre national de la recherche scientifique, en remplacement de M. Taisier, nommé directeur.

Art. 2. — Le directeur du centre national de la recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 19 février 1946.

M.-E. NARQUELLEN.

Enseignement supérieur.

Par arrêté en date du 14 février 1946, M. Boussagol, recteur hors cadre, est admis d'office à faire valoir ses droits à une pension de retraite, à dater du 15 novembre 1945.